



HAL
open science

L'écologie en plus. Des justifications environnementales de la non-procréation

Clarisse Veaux, Sébastien Y. Roux

► **To cite this version:**

Clarisse Veaux, Sébastien Y. Roux. L'écologie en plus. Des justifications environnementales de la non-procréation. *VertigO: La Revue Électronique en Sciences de l'Environnement*, 2023, 23 (2), 10.4000/vertigo.41014 . halshs-04182006

HAL Id: halshs-04182006

<https://shs.hal.science/halshs-04182006>

Submitted on 29 Aug 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Titre : L'écologie en plus. Des justifications environnementales de la non-procréation
Title : Political Ecology as an Addition: On Environmental Justifications for Childfreedom

Auteur 1 :

Clarisse Veaux
Chargée de mission
Ministère de la Transition Écologique

Auteur 2 :

Sébastien Roux*
Sociologue, directeur de recherche au Cnrs
Iglobes (Cnrs – ENS/PSL – University of Arizona)
845 N. Park Avenue
Marshall Building, 5th floor
Tucson, AZ 85721 – États-Unis

Résumé

La « crise écologique » bouleverserait nos comportements reproductifs. Alertés par l'insoutenabilité d'un excès démographique supposé ou inquiets d'un futur qu'on annonce apocalyptique, de plus en plus d'individus choisiraient de renoncer à la procréation et s'interdiraient, par souci éthique, d'avoir des enfants. À partir d'une enquête récente auprès d'une jeune génération de « *childfree* », nous montrons que la question environnementale traverse effectivement certains choix d'agencement familial. Mais les entretiens indiquent aussi que l'écologie apparaît comme un argument éthique secondaire, légitimant – voire anoblissant – le souhait préalable d'une vie sans enfants. En donnant à entendre les arguments de ceux, et surtout celles, qui choisissent de ne pas avoir d'enfants pour préserver l'environnement, l'article montre que leur souci, moins qu'une tendance partagée, s'inscrit en réalité dans un contexte singulier où la volonté de ne pas procréer reste entachée d'un stigmate puissant, appelant à des stratégies de justification et d'évitement.

Mots clefs : environnement ; éthique ; *childfree* ; reproduction ; écologie ; argumentation

Abstract

The “ecological crisis” would revolutionize our reproductive behavior. Alerted by the non-sustainability of a supposed overpopulation or concerned about a future announced as apocalyptic, more and more individuals would choose to renounce procreation and would refrain from having children, out of ethical concern. Based on a recent study among a young generation of childfree individuals, we show how environmental concerns are indeed influencing some family arrangement choices. However, our interviews also demonstrate that the ecology, if present, is a secondary ethical argument that legitimizes - or even ennobles – a previous desire for a childfree life. By giving voice to the arguments of those individuals, notably women, who choose not to have children for ecological reasons, the article shows that their concern, less than a shared trend, is in fact inscribed in a singular context where the will not to procreate remains tainted by a powerful stigma, calling for justification and avoidance strategies.

Keywords : environment ; ethics ; childfreedom ; reproduction ; ecology ; argumentation

Remerciements

Ce travail a bénéficié du soutien du Labex SMS (ANR-11-LABX-0066), du LISST (UMR 5193), d'Iglobes (IRL 3157) et de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse. Les auteur·e·s souhaitent également remercier Julien Figeac et Christel Cournil pour leur appui durant l'enquête et pour leurs commentaires fructueux aux différentes étapes du processus de rédaction.

L'adoption, la PMA, le mariage – je suis contre pour tout le monde. Je suis favorable à la stérilisation de l'ensemble de la population, dès la puberté. On est sept milliards. Tu crois pas que ça suffit comme ça ? Il faut ralentir la cadence, urgemment. [...] Si on me demandait mon avis, je te collerais tout ça dans un stade : vasectomie, ablation de l'utérus, et rentrez tous chez vous... Sept milliards, et ils continuent d'infecter la planète... Le jour où on défile pour la stérilisation de l'humanité tu me verras dehors tous les jours. Et pas en terrasse, j'aime autant te dire.

Virginie Despentes, *Vernon Subutex*

En 2010, l'essayiste et journaliste américaine Lisa Hymas crée l'acronyme GINKs, pour « *Green Inclination, No Kids* »¹. Construit comme la déclinaison écologiste des DINKs « *Double Income, No Kids* », le terme vise à rendre compte d'une supposée nouvelle réalité – celle d'un monde où les inquiétudes environnementales deviendraient si puissantes qu'elles motiveraient le refus de mettre au monde des enfants ou, *a minima*, encourageraient l'adhésion à une certaine sobriété démographique. Pourtant, si le terme GINKs rencontre le succès médiatique, le phénomène qu'il est censée décrire n'apparaît pas si répandu. En 2019, la sociologue française Charlotte Debest expliquait déjà à l'occasion d'une interview sur *France Culture*² qu'elle n'avait jamais véritablement rencontré de « GINKs » lorsqu'elle enquêtait dans les années 2010 sur le « choix d'une vie sans enfant » (Debest, 2014). D'après elle :

« [La raison écologique] n'était pas avancée il y a sept ans lors de mes entretiens et je ne crois pas que cela ait changé en France. Cet argument ne peut pas tenir à lui seul toute une vie, selon moi. Aucune étude ne dit que c'est une réalité significative en tout cas et je n'ai reçu aucun courrier en ce sens. »

Or, malgré cette absence de « réalité significative », les craintes de « surpopulation » resurgissent à intervalles réguliers – comme en attestent la multiplication récente d'articles, de numéros spéciaux, de podcasts, de dossiers ou d'émissions consacrés au sujet. Aujourd'hui, ces questionnements se teignent de préoccupations écologiques fortes, reformulant un souci politique latent pour la soutenabilité de notre trajectoire démographique³. D'ailleurs, certaines organisations militantes, souvent proches de théoriciennes éco-féministes, relaient également l'articulation entre souci écologique et limitation reproductive et suggèrent, certes sous un mode

¹ Hymas, L., 2010, *Say it loud - I'm childfree and I'm proud*, Grist. [En ligne] <https://grist.org/article/2010-03-30-gink-manifesto-say-it-loud-im-childfree-and-im-proud/>. Consulté le 5 juin 2022.

² Chaverou, E., 2019, « "Childfree", "SEnVol", "ginks" : en France, le refus d'avoir un enfant reste stable depuis trente ans ». *France Culture* [En ligne] <https://www.radiofrance.fr/franceculture/childfree-senvol-ginks-en-france-le-refus-d-avoir-un-enfant-reste-stable-depuis-trente-ans-5841379>. Consulté le 30 avril 2022.

³ Voir par exemple, pour le seul cas francophone : « La bombe humaine. Dossier "Manières de voir" », *Le monde diplomatique*, n°167, octobre-novembre 2019 ; Durand C., 2020, « Elles ne veulent pas faire d'enfants par souci écologique », *Marie-Claire*, n°819 ; Podcast « Huit milliard d'êtres humains : sommes-nous trop nombreux ? », *L'heure du Monde*, 15/11/2022 ; etc.

différent, de modérer les désirs d'engendrement⁴. Or comment ces préoccupations pour la préservation de l'environnement se traduisent-elles, concrètement, dans les volontés procréatives ? Y'a-t-il aujourd'hui une véritable transformation des comportements reproductifs pour limiter l'impact des naissances ? Et si un certain souci écologique imprègne le monde social – faisant de la famille et de la reproduction un nouveau « problème » (Foucault, 1984) environnemental –, convainc-t-il pour autant à faire moins d'enfants ?

Pour saisir le poids relatif de l'argument écologique dans les décisions procréatives, nous avons conduit une enquête sociologique auprès de ceux, et surtout celles, qui mentionnent l'environnement comme une raison pour laquelle iels choisissent de vivre une vie dite « *childfree* », ou « sans enfants ». Principalement menée par entretiens, notre recherche saisit la manière dont des individus argumentent, justifient voire légitiment un choix de vie qui demeure fortement minoritaire⁵. Comme toute enquête qualitative, les récits sur lesquels se fondent nos analyses sont liés aux positions sociales qu'occupent les répondants de notre échantillon et n'ont pas vocation à représenter au-delà des cas étudiés. Mais si les propos recueillis ne peuvent être généralisés, ils sont pour autant révélateurs d'enjeux politiques singuliers – que seules révèlent la densité et la proximité qu'autorisent les entretiens approfondis. En effet, pour les personnes que nous avons rencontrées, le souci écologique traverse leur volonté de ne pas engendrer, voire d'opter pour la stérilisation préventive. Pour autant, et alors même qu'elles avaient été recrutées pour saisir la force de leur engagement écologique, ces personnes ont aussi témoigné que « la Terre », « la planète », « le vivant », s'ils étaient importants, n'étaient pas les raisons premières qui motivaient leur choix⁶. Si la plupart étaient convaincues de l'argument – et trouvaient effectivement que l'absence d'enfant leur permettaient de vivre une vie davantage en adéquation avec leur éthique environnementale – elles témoignaient avoir choisi de vivre sans enfants parce que, d'abord, elles n'avaient pas le désir d'en avoir. Or, constamment amenées à se justifier, à se défendre ou à s'expliquer face aux rappels constants à la « normalité » supposée de la destinée parentale, ces personnes nous ont dit avoir trouvé dans la protection de l'environnement une ressource à mobiliser.

Notre article montre ainsi comment, derrière la nouveauté supposée d'un souci ou d'un problème, continuent de se jouer des relations de pouvoir et des rapports de force qui font de la parentalité et de l'engendrement une obligation sociale. Et sans nier l'importance que peuvent prendre la crise environnementale et sa perception dans l'évolution des configurations familiales, il invite à penser l'argument écologique comme un argument « en plus », renseignant sur la permanence des normes de genre, de famille et de reproduction qui continuent d'assigner les désirs et de façonner les volontés.

⁴ De nombreuses contributions théoriques défendent la possibilité de créer des liens alternatifs à la cellule familiale traditionnelle, limitant l'engendrement tout en densifiant les attaches affectives (voir notamment Clarke et Haraway, 2018 ; Haraway, 2016 ; Tsing et al. 2017). Toutefois, aussi stimulantes soient-elles, ces contributions étaient méconnues de nos enquêtées qui n'y ont pas fait spontanément référence lors des entretiens. Absentes de notre matériau empirique, nous avons choisi de ne pas les discuter dans le cadre de cet article.

⁵ En 2014, en France, seuls 6,3 % des hommes et 4,3 % des femmes déclaraient ne pas avoir d'enfants et ne pas en vouloir (Debest et Mazuy, 2014).

⁶ Ce résultat confirme une tendance déjà perçue par la principale enquête conduite sur les personnes sans enfant en France alors même que les données sur lesquelles elle se fonde datent de la fin des années 2000 (Debest, 2014), dans un contexte où les questions climatiques et environnementales étaient moins débattues dans la sphère publique.

Méthode

Cette contribution se fonde sur une enquête menée en 2020 sur les communautés numériques *childfree* par Sébastien Roux et sur quatorze entretiens approfondis conduits en face-à-face entre avril et août 2021 par Clarisse veaux et Sébastien Roux⁷. Les entretiens ont été réalisés auprès de personnes sans enfant, déclarant ne pas en souhaiter, et pour lesquelles l'écologie faisait partie des raisons motivant leur choix de non-parentalité. Sur les quatorze entretiens semi-directifs réalisés, douze ont été menés de manière individuelle ; pour deux d'entre eux les recrutés, en couple au moment de l'interview, ont choisi de répondre ensemble.

Pour constituer leur échantillon, les auteur·e·s ont suivi une stratégie de recrutement dite par « boule de neige » auprès de connaissances, et ont publié un message sur des groupes *Facebook* réunissant des individus ne souhaitant pas d'enfant ou désirant recourir à la stérilisation. Neuf personnes ont été rencontrées par mise en relation interpersonnelle, quatre à la suite d'une annonce parue sur le groupe « Expressions de *Childfree* » et deux autres après publication d'un message sur le groupe « Stérilisation Volontaire (Ligature, Essure, Vasectomie) ».

Les entretiens ont duré entre trente minutes et trois heures, avec une moyenne d'une heure trente. Ils se sont organisés en trois blocs thématiques successifs. D'abord un questionnaire sur la trajectoire des enquêté·e·s et leurs parcours de vie ; ensuite, un temps plus particulièrement centré sur leurs choix procréatifs, leur construction et leur formulation ; enfin, un dernier moment davantage consacré à la manière dont leur volonté est reçue et traitée par leur entourage.

La grande majorité de nos enquêté·e·s appartenaient aux classes moyennes et supérieures. Cette réalité tient, d'une part, à un effet de la stratégie de recrutement *via* des réseaux d'interconnaissance et des réseaux sociaux et, d'autre part, au dispositif méthodologique retenu – l'entretien – qui survalorise celles et ceux davantage en capacité et en volonté de « mettre en mots » leurs expériences et leurs vécus *childfree* (Debest, 2013, p. 124). Certes, et comme le rappelle très justement Anne Gotman, s'il y a une surreprésentation des personnes qui ne veulent pas d'enfant dans les classes supérieures, « en nombre absolu, la majorité des femmes sans enfant se trouve dans des emplois inférieurs » (2016, p. 74). Mais nous avons davantage accédé à la parole d'individus occupant une position sociale favorisée, plus enclins à articuler leur situation familiale à un positionnement écologique et à la justifier comme tel.

Onze des quatorze personnes interviewées se sont identifiées comme des femmes et trois comme des hommes, malgré les efforts entrepris pour diversifier les propriétés des enquêtées⁸. Cette situation recoupe pour partie d'autres travaux portant sur la non-parentalité, au recrutement très majoritairement féminin (Crosetti et Piette 2019 ; Dubus et Knibiehler, 2019 ; Gotman et Lemarchant, 2017 ; Debest, 2014). Les entretiens ont été menés en français, auprès de personnes résidant en France (treize enquêtées) et en Belgique (une enquêtée). Enfin, la moitié des échanges ont été réalisés par visio-conférence, l'enquête se superposant en grande partie avec les restrictions de mobilité imposées en Europe pendant la crise du Covid-19.

⁷ Parmi eux, onze entretiens réalisés par Clarisse Veaux seule ont permis l'écriture préalable d'un mémoire de master soutenu à l'IEP de Toulouse, sous la direction de Sébastien Roux (Veaux, 2022). Si le présent article a été co-écrit par les deux auteurs, il reprend nombre d'éléments discutés lors de la rédaction de ce travail universitaire et se fonde prioritairement sur les récits de vie collectés par Clarisse Veaux.

⁸ Compte tenu du profil des répondantes, nous faisons le choix d'utiliser le féminin majoritaire dans la suite de l'article.

Gouverner la natalité : une tentation régulatrice

Dès le XVIII^e siècle, lorsque s'invente notre rationalité démographique moderne (Le Bras, 2000 ; Martin, 2002), la régulation des naissances – suggérée ou imposée – apparaît comme une possibilité attractive pour atteindre des objectifs politiques identifiés. En 1798, dans son célèbre *Essai sur le principe de population*, l'économiste britannique Thomas Malthus encourage l'éducation à la modération reproductive pour éviter la paupérisation croissante de la société. Si sa proposition est rejetée par ses contemporains, *l'Essai* ancre dans les esprits un souci pour l'adéquation entre ressources et population, et fait de la gestion de la reproduction humaine une technique possible de gouvernement.

Pourtant, depuis sa formulation, le « malthusianisme »⁹ apparaît à la fois comme une tentation gouvernementale et une impossibilité morale. En France, comme dans la plupart des démocraties libérales, on rejette sa portée anti-sociale, arguant que la population n'est jamais qu'un problème politique adossé à la répartition des richesses et à la gestion publique des inégalités. On s'inquiète, en prolongeant l'impensé de notre familialisme d'État (Lenoir, 2003), des dangers que feraient courir à la Nation toute atteinte au « renouvellement des générations » (Roux et Courduriès, 2017). Surtout, on craint, et à raison, les risques que ferait courir une politique de limitation reproductive, rappelant que la liberté d'engendrer est intégrée aux droits humains universels¹⁰ et sa restriction une technique répressive mobilisée par les régimes autoritaires¹¹. Ainsi, la limitation des naissances, quand bien même elle ferait écho à certaines préoccupations contemporaines quant à la conscience des limites et à la finitude des ressources (Kallis, 2019), apparaît comme une tentation gouvernementale aussi séductrice qu'impossible, une solution toujours-déjà latente tout en restant informulable.

Cette tension se retrouve directement dans les interprétations environmentalistes des théories malthusiennes qui se développent à partir des années 1960, pour répondre à l'accroissement des inquiétudes écologiques. Ainsi, dès 1968, dans un ouvrage qui devient rapidement un succès de librairie (*The Population Bomb*), le biologiste Paul Ehrlich défend l'idée selon laquelle la pression démographique nuit non seulement à la société mais aussi à l'environnement (Ehrlich, 1968). Sur un ton alarmiste, voire catastrophiste, l'auteur invite à une régulation drastique des « excès démographiques » (majoritairement associés aux pays du Sud) et à leur irrationalité supposée) pour mettre un terme à la destruction écologique.

La plupart de ses propositions traduisent une tentation assumée pour l'autoritarisme politique : stérilisation provisoire des populations, ajout d'hormones mâles dans l'alimentation pour limiter la fécondité féminine, ou suspension de l'aide internationale aux pays jugés « perdus » – c'est-à-dire incapables d'atteindre seuls leur autonomie alimentaire. Pour autant, *The*

⁹ Les critiques que suscitent le malthusianisme confondent souvent les analyses de Malthus avec les interprétations eugénistes qu'en ont proposé ses lecteurs quelques décennies plus tard, au sein du courant de pensée dit « néo-malthusianiste » ; voir notamment Drouard (1992).

¹⁰ L'article 16 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme précise notamment : « À partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. [...] La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État ».

¹¹ Les références à la Chine, à sa politique de l'enfant unique et aux exactions qu'elle a engendrées sont très régulièrement mobilisées comme des arguments d'autorité pour dénoncer les effets néfastes des politiques de régulation démographique. Pour une analyse historique et anthropologique de cette politique, voir notamment Greenhalgh (2008).

Population Bomb marque son époque¹² et, à son tour, propose des solutions aussi séduisantes (pour certains) qu'inapplicables et dangereuses. Les idées qu'il développe influencent pour longtemps l'expertise environnementale et resurgissent depuis à intervalles réguliers – particulièrement au sein de certains milieux experts sensibles aux sirènes de la contrainte technocratique (Lassalle, 2017 ; Angus et Butler, 2014).

Encore récemment, les chercheurs Seth Wynes et Kimberly Nicholas ont recommandé quatre « actions applicables à haut-impact » pour contribuer au « changement systémique et réduire drastiquement ses émissions annuelles » de carbone : passer à un régime végétarien (pour économiser 0,8 tonne de CO₂ par personne et par an), éviter les voyages aériens (1,6 tonne), vivre sans voiture (2,4 tonnes) et faire un enfant de moins (58,6 tonnes, pour un bébé né dans un pays développé) (Wynes et Nicholas, 2017). À une époque où se diffusent des discours « éducatifs » pour encourager les individus à « adopter » des « gestes et des comportements responsables » pour la planète (Malier, 2019), la réduction du nombre d'enfants serait ainsi l'outil le plus utile pour favoriser le « changement systémique » – jusqu'à 73 fois plus efficace que le renoncement au régime carné. Mais la tension morale demeure. Un an plus tard, lorsque le GIEC publie son rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire à 1,5°C, l'AFP diffuse sur *Twitter* une infographie reprenant les conclusions de S. Wynes et K. Nicholas. Les réactions publiques sont alors quasi unanimes : pour de nombreux commentateurs issus de tous bords politiques la proposition est jugée « terrible », voire « déshumanisante ». L'AFP se justifie en expliquant qu'elle n'a fait que reproduire l'étude mentionnée et son rédacteur en chef, Grégoire Lemarchand, d'ajouter qu'il « regrette qu'on [les] accuse de faire la promotion du malthusianisme », avant de calmer la polémique en précisant qu'il « n'invite pas à faire moins d'enfants. »¹³

Or, parce qu'ils sont tenus par des individus qui, d'eux-mêmes, disent vouloir *se réguler*, *se limiter* et *se contraindre*, les arguments actuels relatifs à l'auto-contrainte écologique diffèrent des tropes antérieurs sur la régulation de la reproduction, tout en s'inscrivant dans une histoire sensible et délicate. Contrairement aux arguments malthusiens fondés sur la défense d'une régulation gouvernementale, il y aurait aujourd'hui des individus qui défendraient la valeur d'un empêchement qu'ils s'imposent à eux-mêmes – promouvant une certaine frugalité reproductive au nom de la défense du vivant.

Une vie sans envie(s) ?

Durant notre enquête, nous souhaitions comprendre au plus près des histoires individuelles comment la raison écologique pouvait fonder un choix familial aussi minoritaire et d'apparence « radicale » que l'adhésion à la *childfreedom* – ou à « la vie sans enfant » (Debest, 2014) et revendiquée comme telle. Pourtant, très rapidement, la majorité des personnes que nous avons rencontrées nous ont exprimé que l'écologie, moins qu'un souci qui justifierait un renoncement ou une frustration, confortait en réalité un sentiment préalable. Le fait de ne pas avoir d'enfant résulterait moins d'un calcul rationnel visant à limiter son empreinte carbone ou son impact environnemental qu'à une absence « d'envie ». Ainsi, moins qu'une astreinte à la

¹² Pour une mise en perspective du travail de Paul Ehrlich et de son influence dans les sciences environnementales, on peut utilement se référer au livre hommage d'Ehrlich et Tobias (2014).

¹³ Cf. « Moins d'enfants pour moins de carbone : l'AFP s'explique », *L'express.fr*, 9/10/2018.

sobriété, les personnes rencontrées nous ont témoigné, plus trivialement, ne pas ressentir le désir d'enfanter. Lorsque la question « pourquoi ne voulez-vous pas d'enfant ? » lui est posée, Eugénie, 39 ans, psychologue, répond : « le premier argument, ça a été tout simplement qu'on n'en a pas envie. C'est aussi simple que ça. » De même, Béatrice, 35 ans, secrétaire, explique : « Je pense que je fais partie de ces gens qui n'en ont jamais voulu ». Jeanne, 28 ans, interne en médecine, abonde : « C'est quelque chose je pense qu'on ne peut pas vraiment expliquer. »

Cette absence de désir d'enfant s'incarne dans les corps des personnes que nous avons rencontrées. Nombreuses sont celles qui ont exprimé un rapport difficile avec la grossesse. Certaines femmes nous ont même dit souffrir de « tocophobie »¹⁴, exprimant une véritable angoisse à l'idée de tomber enceinte, voire simplement de fréquenter des personnes gestantes. Ainsi Mélanie, 27 ans, professeure de SVT en collège a récemment annoncé à une amie enceinte : « En fait, pendant tes derniers mois de grossesse, je ne peux pas te voir ; je ne peux juste pas te voir là – le ventre tendu, ce n'est pas possible. » Béatrice explique, quant à elle, qu'elle vivrait une grossesse comme « une trahison de [son] corps ». Enfin, ce non-désir de parentalité s'exprime aussi à travers la difficulté pour certaines enquêtées de se retrouver en présence d'enfants : « J'ai beaucoup de mal avec l'hyper énergie des gamins », « en fait j'aime pas du tout passer du temps avec les enfants », etc.

Pour la plupart des personnes rencontrées, l'absence d'enfants est davantage une expérience associée à un sentiment de « liberté » (Roux et Figeac, 2022), à la fois comme résultat – une vie « plus libre », dégagée des contraintes liées à l'éducation des enfants – mais aussi comme processus – une forme de « libération » vis-à-vis des attentes voire des injonctions liées à la « norme procréative » (Bajos et Ferrand, 2006). Certaines décrivent leur existence sans enfant comme une opportunité leur permettant d'expérimenter une existence plus « riche », ou plus « épanouissante ». À la fin de son entretien, de manière spontanée, Béatrice rassure même Clarisse Veaux sur les bénéfices induits par l'autonomie et l'individualisme accrus qu'autoriserait une vie « *childfree* » :

« Si jamais vous n'en voulez pas [des enfants], je peux vous assurer qu'on est très heureux et [qu'] on fait plein de choses. Moi, je suis peut-être un moins bon exemple, mais il y a des personnes qui n'ont pas d'enfant et qui ont une vie... Ça voyage, ça bouge, ça se réalise sur plein de projets ! »

Marie-Laure est une célibataire de 32 ans qui vit à Strasbourg. Elle a obtenu un diplôme d'éducatrice spécialisée (Bac +3) mais n'a jamais travaillé dans le social ; elle est aujourd'hui salariée d'un cinéma. Pour Marie-Laure, avoir un enfant augmenterait ses « responsabilités » ce qui, d'après elle, réduirait nécessairement sa liberté. Elle n'hésite d'ailleurs pas à comparer (tout en s'en défendant) les charges de la parentalité à celles qui incombent aux propriétaires d'animaux :

« J'ai un chat depuis pas longtemps, et souvent il y a des petites choses : tu ne pars plus en vacances quand tu veux, il faut s'organiser... Ce n'est pas identique aux contraintes d'avoir un enfant mais il y a plein de petits moments où je me dis “bah, un chat ça me suffit !” »

¹⁴ La tocophobie désigne la peur pathologique de la grossesse et de l'accouchement.

Comme l'écrit Anne Gotman, citant Ulrich Beck, l'enfant fait ici obstacle au processus d'individualisation : « Il coûte du temps et de l'argent, est imprévisible, représente une attache et jette la confusion dans les emplois du temps et les plans de vie savamment peaufinés » (Gotman, 2016, p. 208). D'ailleurs, pour l'une des enquêtées, les bénéfices d'une vie sans enfant lui sont apparus encore plus importants lors des confinements imposés par la crise du Covid-19. Elle n'aurait pas supporté, dit-elle, de devoir gérer l'enfant en période de fermeture scolaire :

« Moi, je suis en télétravail depuis maintenant un an et demi. Et non, je n'ai pas dans les visioconférences un enfant qui débarque à qui je dois dire "non, le biscuit, pas maintenant ; non, ton jouet, pas maintenant" Je n'ai pas tout ça. Le Covid m'a fait me rendre compte : "mais, en fait, je n'ai pas d'enfant !" »

Verdir le désir de non-parentalité

Toutes les participantes avaient accepté de témoigner en connaissant notre intérêt pour les enjeux écologiques (pour le recrutement par interconnaissance) ou s'étaient initialement manifestées à partir d'une annonce numérique (sur les groupes *Facebook*) insistant explicitement sur l'importance des raisons environnementales dans leur choix procréatif. Pourtant, ce n'est qu'après avoir exprimé leur absence de désir d'enfant – ou, plutôt, leur désir de non-parentalité – que les enquêtées ont évoqué les motivations écologiques adossées à leur volonté de ne pas procréer.

Clémence, 22 ans, est étudiante à l'IEP de Lyon. Sa mère, infirmière, l'a élevée seule avec son frère et sa sœur à la suite du divorce d'avec leur père – un ancien vétérinaire décédé en 2014. Clémence explique clairement durant l'entretien le poids « secondaire », dit-elle, qu'elle accorde à l'argument environnemental dans son désir de ne pas enfanter :

« Les raisons secondaires c'est que oui, c'est un peu cliché à dire, mais disons qu'il y a déjà beaucoup, beaucoup d'enfants qui sont malheureux sur Terre et je n'ai pas envie de créer un enfant "supplémentaire". »

Toutefois, comme l'exprime Marie-Laure, même si l'argument écologique n'est pas premier, il intervient dans sa décision : « Je ne me prive pas d'avoir un enfant pour l'environnement mais je sais que ça va dans le bon sens. » D'ailleurs, durant les entretiens, plusieurs enquêtées ont dit avoir progressivement conceptualisé la relation entre leur désir d'une vie sans enfant et la protection de l'environnement. Eugénie, par exemple, explique que si elle était « sensible aux enjeux environnementaux » lorsqu'elle a conscientisé son choix de ne pas avoir d'enfant, pour elle « les deux sujets n'avaient pas forcément de lien dans l'immédiat ». Cependant, elle dit en avoir progressivement saisi le sens jusqu'à en devenir convaincue :

« Je pense qu'en lisant des choses aussi sur le non-désir d'enfant, j'y ai vu les arguments des gens qui ne souhaitaient pas avoir d'enfant et c'est là que je me suis rendu compte que certains avaient cet argument écologique. Je me suis dit : "Mais oui, c'est vrai ! Je n'y avais pas pensé avant en fait." [...] Donc, encore une fois, pour moi ce n'était pas l'argument au départ ; par contre, aujourd'hui, ça me semble hyper important. »

Pour Jeanne, cette prise de conscience environnementale n'est intervenue qu'après un long cheminement de conversion écologique :

« J'avais tellement la tête dans le guidon avec les études que je n'ai pas eu trop le temps de me préoccuper de tout le reste. Il y a un ou deux ans j'ai commencé à me préoccuper de tout ce qui est la bouffe, les cosmétiques... J'ai décidé de regarder un petit peu, de faire de plus en plus attention, de faire le tri, d'utiliser les trucs sans emballage, d'essayer. On n'est pas encore au 100 % mais on essaie. Du coup, je pense que c'est à ce moment-là, quand j'ai commencé à me renseigner, que j'ai vu l'ampleur du truc. Avant j'avais un peu des œillères, je pense. À partir de ce moment-là [les enfants sont] aussi rentrés en compte dans ma réflexion, en me disant "mais quand tu vois tout ce qu'on consomme..." Les gens qui font 3, 4, 5 enfants, tu te dis, "mais nom d'un chien..." »

Si la grande majorité des enquêtées n'a pas évoqué l'argument environnemental comme raison première à leur choix de ne pas avoir d'enfant, il en va différemment de Léo et d'Alice. Ce sont les seuls qui ont demandé à Clarisse Veaux de réaliser conjointement leur entretien. Bien qu'ils se « fréquente[nt] depuis trois ans », Léo tient à préciser que l'appartement où se déroule l'entretien est le sien et qu'Alice vient seulement le rejoindre de temps à autre. Léo est chargé de la gestion du parc informatique d'un lycée de Toulouse. Il se présente comme une « personne engagée » et « militante », « souvent gréviste », syndiquée de la CGT et bénévole à l'association DAL (Droit au Logement). Alice, devenue fleuriste après une licence d'arts plastiques, est au chômage. Pour Léo et Alice, à l'inverse des autres personnes interrogées, la raison écologique est prioritaire dans leur volonté de rester sans enfant. Alice explique : « C'est vraiment purement par conviction, ce n'est pas du tout parce que je ne me vois pas avec des enfants ». Léo insiste : « Ce choix de décider, pour le moment du moins, de ne pas avoir d'enfant, j'ai eu cette idée-là il y a à peu près quatre ans et c'est vraiment dans une perspective purement [silence]... Je considère qu'on est assez sur Terre. » Toutefois, si ce sont les seuls à défendre la raison écologique comme motivation principale, Alice et Léo ne transforment pas leur conviction en cause. Éloignés des sphères militantes environnementalistes ou féministes, ils ne mobilisent jamais le terme « *childfree* » (qu'ils avouent avoir découvert lors de l'entretien), ni ne participent à des communautés physiques ou numériques où se discutent les vies sans enfants.

Ainsi, et à l'exception de ce seul couple pour lequel leur conscience environnementale semble nourrir, à ce jour, une volonté de non-parentalité, toutes les personnes rencontrées ont davantage témoigné du « verdissement » progressif de leur choix procréatif. Certes, l'éthique écologique est présente et le souci de la préservation de l'environnement traverse les différents entretiens que nous avons pu conduire. Mais les enquêtées ont davantage témoigné de son surgissement et de son ancrage progressif, nuancé une volonté préexistante de ne pas engendrer.

Des bénéfices symboliques de l'altruisme écologique

Dans des milieux caractérisés par un accès relativement facilité à la contraception, à l'avortement et à la planification familiale, le contrôle possible de la procréation fait de la parentalité une activité socialement ordonnée (Roux et Vozari, 2020) : un choix, voire un projet

inscrit dans une certaine représentation des trajectoires biographiques attendues. Dès lors, ne pas avoir d'enfant, et encore plus ne pas en désirer, constituent des écarts à la norme que sanctionne une double injonction à la procréation et à la justification – exercée en priorité sur les femmes (Tillich, 2019 ; Gotman, 2016, p. 233 ; Morell, 1994).

Lorsqu'elles sont confrontées à ces attentes et ces rappels, les personnes rencontrées mobilisent l'argument environnemental comme une véritable ressource. Certes, il demeure complexe de saisir les raisons pour lesquelles, à un moment donné, des individus adhèrent à un régime argumentatif plus qu'à un autre, mais il n'en reste pas moins possible d'en saisir les effets relatifs ; et les enquêtées ont constamment témoigné des bénéfices symboliques que la raison environnementale conférerait à leur désir de non-parentalité.

Toutes témoignent, d'abord, de l'utilité de l'argument écologique pour légitimer leur volonté – notamment face à leur famille ou à leurs proches. Ainsi par exemple, Mélanie :

« Ma mère, quand je lui explique mes raisons... Je n'explique pas trop le côté "parce que je ne supporterais pas [les enfants]", je lui explique vraiment juste le côté écolo – genre, guerre, tout ça. Et ça, elle le conçoit et le comprend. »

Surtout, l'écologie – comme argument à portée universelle – permet d'anoblir un désir de non-parentalité, sinon quasi systématiquement entaché d'un soupçon « d'égoïsme ». Éloïse, 32 ans, mariée, en couple depuis 16 ans, est juriste dans le milieu viticole. Elle est résolue dans son choix de ne pas avoir d'enfant mais doit souvent justifier une volonté perçue comme anormale. Lorsqu'elle mobilise les « questions environnementales », dit-elle, elle perçoit un changement d'attitude lui laissant un peu de répit face à la violence et la permanence des rappels à l'ordre familial :

« [On me dit :] "tu es égoïste, et machin, et tu verras plus tard, et puis c'est parce que t'es jeune..." Mais justement avec les questions environnementales, j'ai un peu moins ça... [...] Tout le monde comprend aujourd'hui. »

De même, pour Béatrice :

« Souvent, l'argument qui est opposé aux personnes qui ne veulent pas d'enfant, c'est qu'on est des égoïstes. Or l'argument [écologique] donne aussi une autre vision des personnes qui ne veulent pas d'enfant. Parce qu'effectivement, c'est aussi pour les autres qu'on fait ce choix, c'est aussi pour... Je ne vais pas dire pour l'humanité, parce que, là, j'ai vraiment l'impression d'être dans le rôle de super-héros et je ne me vois pas du tout comme ça. Mais c'est aussi [...] parce que j'ai conscience de ce qui nous attend, humains, non-humains, [de] ce qui attend le vivant globalement, que je trouve ce que ce choix-là est important aujourd'hui. »

Mobiliser l'environnement permet à la fois de bénéficier de l'objectivité de l'argument – à l'inverse du seul désir de non-parentalité, renvoyant à l'irrationalité supposée du « je » – tout en jouissant de la rétribution symbolique associée à une éthique de responsabilité. L'écologie acquiert ainsi « l'intérêt du désintéressement » (Bourdieu, 2022) et dévie pour partie le stigmatisme associé au refus d'enfanter.

Mais l'argument environnemental n'est pas que bénéfique dans la relation que les enquêtées entretiennent à autrui ; il l'est aussi dans le rapport qu'elles entretiennent à elles-mêmes. Lors des entretiens, elles ont souvent mentionné que verdir leur désir de non-parentalité leur permettait d'aligner une sensibilité écologique à un agencement familial *déjà-là*. Dès lors, la prise en compte du souci environnemental permet aussi de transformer un désir – la volonté de ne pas avoir d'enfant – en éthique (un rapport moral à soi et aux autres). Eugénie, par exemple, explique :

« Je lis beaucoup de choses, que ce soit sur le climat, sur les ressources naturelles qui s'épuisent, [sur] des choses comme ça. Et je me sens particulièrement concernée par tout ça. Aujourd'hui, je sais que si la question se posait d'une manière ou d'une autre d'avoir un enfant, ou de me mettre à en avoir envie [...], ça serait un argument de poids... Pas forcément pour dire non, mais pour y réfléchir sérieusement. »

Cette mise en conformité d'un désir et d'une situation – ne pas vouloir d'enfant et ne pas en avoir – avec certaines valeurs écologiques – la préservation de l'environnement – est visible dans le sentiment de culpabilité que plusieurs enquêtées ont supposé qu'elles ressentiraient si elles devaient enfanter. Pour certaines, il serait ainsi « immoral » de faire un enfant dans « ce monde qui empire » ; d'ailleurs, le caractère injustifiable de cette faute serait cruellement révélé un jour par ceux-là mêmes auxquels elles pourraient donner la vie :

« Et puis aussi sur le côté mettre au monde un enfant aujourd'hui... Enfin, je ne vais pas dire que c'est irresponsable, mais ne pas prendre conscience de tout ce que ça implique pour lui me paraît grave... » (Eugénie)

« Je ne vais pas assumer un jour que mon gamin, à vingt ans, vienne me trouver pour me dire "Sinon, peux-tu me dire pourquoi je suis ici ?" Et moi, je réponds : "Parce que j'avais envie d'un mini-moi et parce que j'aime ton papa." Et cette phrase-là, je ne pourrais pas l'assumer. » (Béatrice)

Ainsi, l'argument environnemental soutient les enquêtées à la fois dans leur relation à autrui et dans celle qu'elles entretiennent à elles-mêmes. L'écologie, comme raison, permet d'abord de s'écarter des soupçons « d'égoïsme » et d'individualisme, en accordant à leur décision la noblesse de la générosité. Mais l'argument leur permet aussi de requalifier un choix individuel en décision éthique, ce processus renforçant, dans le même temps, le désir de ne pas avoir d'enfant et la conviction d'agir pour le bien de l'environnement : je ne souhaite pas d'enfant ; j'ai une sensibilité écologique ; mon souhait personnel de rester sans enfant devient aussi une décision morale qui préserve l'environnement ; mes deux volontés – ne pas avoir d'enfant et protéger la Terre – se justifient l'une l'autre et se consolident mutuellement.

La barrière intime ou les limites de la politisation

Si la raison écologique anoblit pour partie la volonté de ne pas engendrer, les enquêtées témoignent tout de même de la permanence d'une gêne, d'un malaise, voire d'une honte face à la norme procréative. Lorsqu'est abordée la manière dont est reçue leur volonté de demeurer sans enfant, plusieurs enquêtées confessent qu'elles n'ont jamais véritablement discuté ou évoqué ce choix auprès de leur entourage. Béatrice explique qu'elle ne trouve pas de moment propice pour annoncer à ses beaux-parents son souhait de recourir à la stérilisation : « Je ne vois pas comment aborder la discussion... Je lève la main et à un moment donné je dis : “Sinon, je vais me faire retirer les trompes” ? » Eugénie abonde : « Ce n'est pas un sujet que vous amenez comme ça sur la table : “Au fait, tu sais, je n'ai pas envie d'avoir des enfants.” »

Plus précisément, si les enquêtées trouvent dans la défense de l'environnement une ressource pour justifier leur volonté – pour y adhérer ensuite avec sincérité – rares sont celles qui ont fait de leur éthique une politique. Pour le dire autrement, si, pour certaines, le verdissement de leur choix procréatif peut apporter assurance et apaisement en réalignant leurs choix avec leurs valeurs, elles ne font pas pour autant de leur conviction une vérité à imposer à autrui :

« Pour moi, je trouve que c'est irréfléchi, irresponsable, d'avoir des enfants, mais ça ne me viendrait pas à l'idée de le dire aux gens qui le font. C'est leur choix, c'est leur vie donc même si moi je trouve ça idiot, je ne vais pas leur dire “tu es un abruti”. » (Béatrice)

À l'instar de Béatrice, la plupart des personnes interrogées considèrent le fait d'avoir ou non des enfants comme le produit d'un choix personnel et « intime ». Ce mot revient régulièrement dans les entretiens. Il renvoie, dans l'acception qu'en ont les enquêtées, à une agression, voire à un interdit¹⁵. Aborder une question « intime » avec quelqu'un, y compris de son cercle proche, apparaît comme une violence que la plupart s'empêchent d'exercer. Certainement marquées par les rappels à l'ordre réguliers auxquels elles sont elles-mêmes soumises, la plupart des personnes rencontrées disent refuser questionner les volontés parentales d'autrui – y compris lorsqu'elles sont persuadées de la valeur supérieure de leur infécondité volontaire. Elles disent plutôt « respecter les choix de chacun » en évitant justement de les mettre en débat.

Ainsi, lorsqu'elle est interrogée sur la manière dont elle aborde la non-parentalité avec autrui, Eloïse hésite : « Je n'ose pas forcément parce que, déjà, la plupart des gens qui vont me poser les questions, ils ont eux-mêmes des enfants et... Je ne sais pas... » Pour Eugénie, qui elle aussi considère que « ce sont des sujets forcément très intimes », il faut veiller à maintenir un certain degré de consensus dans les interactions – nécessité supposément incompatible avec un sujet perçu comme conflictuel : « Ça peut devenir très polémique parce qu'on peut facilement ne pas du tout être d'accord là-dessus. » Elle ajoute :

« Évidemment, c'est toujours un sujet hyper délicat et j'en parle très peu avec mon entourage, parce que dire que vous êtes pour la limitation de la natalité, c'est... Ça ne passe pas forcément auprès de tout le monde et je ne suis pas forcément non plus radicale sur le sujet. Mais je trouve que c'est une question

¹⁵ Et non pas, comme ont pu le pointer certains auteur·rice·s, à une densité de relations affectives (voir notamment Povinelli, 2006).

qu'on devrait se poser et j'ai le sentiment que trop de gens font des enfants sans se poser, entre autres, cette question. »

Toutefois, si la plupart considèrent la (non-)procréation comme un choix personnel et « intime », deux personnes parmi nos enquêtées ont tenu des propos plus engagés. Clémence, étudiante de 22 ans, a décidé de se faire stériliser pour empêcher définitivement toute possibilité procréative. Elle explique avoir mûri sa décision en réaction au dysfonctionnement de son implant contraceptif et aux effets négatifs des hormones sur sa santé :

« Je commençais à m'intéresser aux effets secondaires de la contraception classique, type pilule, implant et j'apprenais qu'il y avait beaucoup d'effets secondaires [...]. Et puis je suis retombée sur un post du groupe [Facebook « Stérilisation Volontaire (Ligature, Essure, Vasectomie) »] en me disant "mais à quoi bon te faire chier à tester une autre contraception alors que tu sais pertinemment que tu ne veux pas d'enfant ?" [...]. Du coup je me suis dit : "bon, ok, j'enlève mon implant et je prends rendez-vous pour la stérilisation." »

Clémence décide même de témoigner en publiant une vidéo sur sa stérilisation à travers le média en ligne *Loopsider* : « Je me suis dit que ça serait important d'en parler parce que ça montre à quel point le corps est politique, et le corps des femmes encore plus. »

Cette conscience est partagée par une autre enquêtée, Béatrice. Elle aussi décide de se faire stériliser en réaction à l'annonce de la grossesse de la compagne d'un de ses amis. Elle explique :

« [Mon ami] est conscient de ce qui se passe dans le monde entier, il a le même âge que moi, et là, il m'annonce un nouvel enfant. C'est bizarrement la grossesse de trop. Je m'énerve contre lui, je suis furieuse, j'explose au téléphone en le traitant de tous les noms possibles... Mais l'inconscience totale ! Par rapport au monde dans lequel on vit... Encore un enfant de plus qui va naître. Et il n'entend pas l'argument. Lui, il en veut, donc on ne sait pas avoir de discussion sur le sujet. Mais c'est la grossesse de trop, et le lendemain je me réveille et je me dis : "je vais me faire stériliser". J'en peux plus. »

Toutefois, et mises à part ces réactions, le choix de l'infécondité apparaît plutôt comme un « choix personnel » dont « on ne parle pas à table », une décision « intime », une volonté qu'on ne discute pas chez autrui, et dont on espère, à demi-mot, qu'autrui cessera de discuter chez soi.

Entendre le bon souci

Les questions familiales touchent directement à notre représentation du futur ; la reproduction n'est jamais que réplique ou conservation, elle est aussi projection et projet. De multiples travaux ont déjà saisi et développé cette dimension, qui s'exprime sous des formes variées. Sur le plan politique, d'abord, la constitution de la famille comme objet central de l'action publique peut se lire comme la formulation d'un souci gouvernemental pour « l'après » –

à travers le maintien, le développement et l'expansion de la société (Foucault, 2004). Si, bien sûr, cette préoccupation trouve son origine dans des formes plus anciennes, elle s'est adossée depuis le XVIII^e siècle au développement d'expertises, de savoirs et de techniques qui, progressivement, ont fait de la gestion politique de la famille, de la reproduction et de la filiation une nécessité contemporaine infusant toutes les strates du social (fiscalité nataliste, hygiénisme, puériculture, politique scolaire, etc.) Sur les plans familial et individuel, ensuite, dans les sociétés dites euro-américaines, notre représentation de l'avenir traverse les désirs de reproduction et leur réalisation (Strathern, 1992). L'« enfant à soi » est aussi un désir de continuité et de prolongement. Là aussi, les motivations sont diverses comme leur expression : transmission patrimoniale, légation du nom, représentation génétique de la vie et de la filiation, etc. Bien sûr, les normes qui façonnent les volontés varient en fonction des positions sociales, des trajectoires, du genre, de la sexualité, des assignations raciales, etc. Mais elles n'en restent pas moins la manifestation d'une représentation majoritaire, si ce n'est quasi consensuelle, qui fait des générations « à venir » un devenir et de la parentalité une volonté normée.

Certes, les incertitudes qu'induisent les crises écologiques transforment l'appréhension du futur et la représentation du temps qui traversent et façonnent les logiques reproductives. L'anthropologue Katharine Dow propose notamment le concept « d'éthique écologique de la reproduction » (*ecological ethic of reproduction*) pour penser la manière dont les inquiétudes relatives au futur et à la crise écologique transforment les projets familiaux. À l'occasion d'une enquête ethnographique menée à Spey Bay, un village de la côte nord écossaise organisé autour d'un centre pour la conservation des cétacés, elle observe la manière dont les inquiétudes environnementales reformulent le désir procréatif (Dow, 2016a ; Dow, 2016b). Les personnes qu'elle rencontre doutent de la pertinence de fonder une famille – ou, plus exactement, de concevoir, faire naître et élever des enfants – dans un temps d'incertitude existentielle où elles déplorent « l'appauvrissement » de la nature et la précarisation croissante des vies. L'ethnographe décrit ainsi une « éthique écologique de la reproduction » dans laquelle une conception de la « vie bonne » (Fassin, 2018) relie la fertilité humaine à une certaine représentation de la nature et fait du souci pour l'environnement un facteur de choix individuel (Dow, 2016b).

Ces préoccupations sont certainement de plus en plus partagées. Pourtant notre enquête invite à une certaine prudence quant aux interprétations abusives qui feraient du refus de procréation pour raison écologique une réalité largement diffusée. Certes, au sein de milieux éduqués, blancs, urbains, aux capitaux élevés, lorsqu'on questionne des personnes qui n'ont pas d'enfant ni n'en souhaitent sur les raisons qui nourrissent leur volonté, la raison environnementale apparaît comme une motivation pensée, réfléchie et argumentée. Pour autant, les mêmes individus expliquent aussi que l'écologie n'est pas le premier souci qui les a amenés à formuler leur choix. Plus simplement, elles ne voulaient pas d'enfants, ne se reconnaissaient pas dans les attentes parentales ni ne ressentaient de désir de maternité ou de paternité. Or, dans un contexte où les vies sans enfants restent des configurations familiales entachées du stigmate de l'anormalité et où les volontés de non-parentalité demeurent perçues comme un égoïsme ou un manque de maturité, la raison écologique – si elle est sincèrement exprimée – est aussi une volonté stratégique. Le souci pour la Terre devient une raison noble qui permet de justifier et de convaincre ou, a minima, de bénéficier de la protection symbolique qu'accordent les positions éthiques.

Dès lors, sans prétendre que les « GINKs » n'existeraient pas, nous invitons à entendre aussi derrière l'argument écologique la permanence des rapports de pouvoir qui font de la parentalité une expérience obligée. Si l'écologie peut être une préoccupation sincère et ancrée,

elle est souvent – y compris parmi celles et ceux qui en sont désormais les plus convaincu·e·s – un argument « en plus », dont l'utilité, voire la nécessité, dit aussi la force des contraintes qui façonnent les existences. De plus en plus de voix s'élèvent pour préserver la Terre en restreignant le désir d'enfant. Mais l'argument écologique fait sens dans un contexte façonné par des structures sociales anciennes qui attendent des individus – et plus particulièrement des femmes – qu'ils et elles adhèrent à leur destinée parentale (Martin, 2004). Dès lors, si la raison de la Terre est un argument moral de plus en plus mobilisé, sa puissance réside aussi dans sa capacité à protéger les individus face à la violence d'un monde social qui fait des vies sans enfants, encore, des anomalies à corriger.

Bibliographie

- Angus I., S. Butler, 2014, *Une planète trop peuplée ? Le mythe populationniste, l'immigration et la crise écologique*, Les Éditions Écosociété, Montréal, 304 p.
- Bajos N., M. Ferrand, 2006, L'interruption volontaire de grossesse et la recomposition de la norme procréative, *Sociétés contemporaines*, 61, 1, pp. 91-117.
- Bourdieu P., 2022, *L'intérêt au désintéressement. Cours au Collège de France (1987-1989)*, Raison d'agir - Seuil, Paris, 387 p.
- Clarke A.E., D. J. Haraway (dir.), 2018, *Making Kin not Population : Reconceiving Generations*, Chicago, Prickly Paradigm Press, 120 p.
- Crosetti A.-S., V. Piette, 2019, Introduction, *Sextant*, 36, pp. 7-18.
- Debest C., 2013, « Quand les “sans-enfant volontaires” questionnent les rôles parentaux contemporains », *Annales de démographie historique*, 125, 1, pp. 119-139.
- Debest C., 2014, *Le choix d'une vie sans enfant*, PUR, Rennes, 215 p.
- Debest C., M. Mazuy, 2014, « Rester sans enfant : un choix de vie à contre-courant », *Population et sociétés*, 508, pp. 1-4.
- Dow K., 2016, What Gets Left Behind for Future Generations? Reproduction and the Environment in Spey Bay, Scotland, *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 22, 3, pp. 653-669.
- Dow K., 2016, *Making a Good Life: An Ethnography of Nature, Ethics and Reproduction*, Princeton, Princeton University Press, 248 p.
- Drouard A., 1992, Aux origines de l'eugénisme en France : le néo-malthusianisme (1896-1914) », *Population*, 47, pp. 435-459.
- Dubus Z., Y. Kniebiehler, 2019, La non-parentalité au XXI^e siècle : étude des *childfree*, *Sextant*, 36, pp. 183-201.
- Ehrlich P., 1968, *The Population Bomb*, Ballantines Books, New York, 201 p.
- Ehrlich P., M. C. Tobias, 2014, *Hope On Earth: A Conversation*, University of Chicago Press, Chicago, 200 p.
- Fassin D., 2018, *La vie. Mode d'emploi critique*, Paris, Seuil, 192 p.

- Foucault M., 1984, « Polémique, politique et problématisations », in *Dits et écrits t. 4*, texte n°342, Paris, Gallimard, 1994.
- Foucault M., 2004, *Territoire, sécurité, population. Cours au Collège de France (1977-1978)*, Paris, Seuil-Gallimard, 456 p.
- Gotman A., 2016, *Pas d'enfant. La volonté de ne pas engendrer*, Éditions de la MSH, Paris, 246 p.
- Gotman A., C. Lemarchant (dir.), 2017, Sans enfant. Le point de vue des femmes, *Travail, genre et sociétés*, 37.
- Haraway D. J., 2016, *Staying With the Trouble: Making Kin in the Chthulucene*, Durham, Duke University Press, 312 p.
- Kallis G., 2019, *Why Malthus Was Wrong and Why Environmentalists Should Care*, Stanford University Press, Stanford, 168 p.
- Lassalle H., 2017, Malthus... et bouche cousue ? *Revue Projet*, 359, pp. 24-31.
- Le Bras H., 2000, *Naissance de la mortalité : L'origine politique de la statistique et de la démographie*, Gallimard-Seuil, Paris, 384 p.
- Lenoir R., 2003, *Généalogie de la morale familiale*, Paris, Seuil, 588 p.
- Malier H., 2019, Greening the poor: the trap of moralization, *The British Journal of Sociology*, 70, 5, pp. 1661-1680.
- Martin C., 2004, « La parentalité : controverse autour d'un problème public », in Y. Knibiehler et G. Neyrand (dir.), *Maternité et parentalité*, Rennes, ENSP, pp. 25-35.
- Martin O., 2002, À propos des origines et enjeux de la démographie (XVII^e-XVIII^e siècles), *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 6, pp. 189-199.
- Morell C., 1994, *Unwomanly Conduct: The Challenges of Intentional Childlessness*, Routledge, New York, 222 p.
- Povinelli E., 2006, *The Empire of Love: Towards a Theory of Intimacy, Genealogy, and Carnality*, Durham, Duke University Press, 328 p.
- Roux S., J. Courduries (dir.), 2017, La reproduction nationale, *Genèses*, 108.
- Roux S., J. Figeac, 2022, No kids, more life ? Du souci environnemental au sein des communautés childfree, *Mots. Les langages du politique*, 128, pp. 151-175.
- Roux S., A.-S. Vozari, 2020, L'ordre des familles, in S. Roux, A.-S. Vozari (dir.) *Familles : nouvelle génération*, PUF, Paris, pp. 5-15.
- Strathern M., 1992, *Reproducing the Future: Anthropology, Kinship, and the New Reproductive Technologies*, New York, Routledge, 224 p.
- Tillich E., 2019, « Libérées, délivrées ! » : stérilisées et sans enfant, *Ethnologie française*, 4, pp. 787-801.
- Tsing A. L. et al. (dir.), 2017, *Arts of Living on a Damaged Planet: Ghosts and Monsters of the Anthropocene*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 376 p.

Veaux C., 2022, *Vers de nouveaux renoncements procréatifs ? Enquête sur l'écologie childfree*, mémoire de master réalisé sous la direction de S. Roux, Toulouse, Institut d'Etudes Politiques de Toulouse.

Wynes S., K. Nicholas, 2017, The climate mitigation gap: education and government recommendations miss the most effective individual actions, *Environmental Research Letters*, 12, 7.